

La presse collaborationniste pendant

Après la défaite de 1940, il devient essentiel de rallier les Français à la nécessité d'une collaboration avec l'Allemagne. Pour le régime de Vichy, cette adhésion est inhérente à l'encadrement de la société et passe par la maîtrise des sources d'information.



Journal « Gringoire », 10 juillet 1942. © Roger-Viollet



Marcel Déat au congrès national du Rassemblement national populaire à la Mutualité, novembre 1942. © Roger-Viollet

Le décret du 26 juillet 1936 institue un « Commissariat général de l'Information », chargé de contrôler les médias et de mobiliser l'opinion publique contre l'Allemagne. Le 1^{er} avril 1940, cet organe d'État devient le « Secrétariat d'État de l'Information et de la Propagande », et dépend du ministère de l'Information. Sa fonction est de faire accepter aux Français la défaite, et les conséquences bénéfiques de celle-ci, à travers trois médias : le cinéma, la radio, mais également la presse écrite.

Le contrôle des informations diffusées passe par l'Office français d'information (OFI) : le 10 octobre 1941, Pierre Dominique, directeur de l'OFI, revient sur ses objectifs : « Il s'agit, en deux mots, de substituer à la presse de type capitaliste et libéral une presse qui ressemble aux presses allemande et italienne, c'est-à-dire, qui, sans être positivement une presse d'État, soit toujours à la disposition de l'État. » Les thèmes de la propagande sont élaborés dans un bureau d'études, dirigé par Paul Marion et dépendant du Secrétariat d'État de l'Information et de la Propagande, avec quatre grands services : la presse, la propagande, la radio et le cinéma.

Face à cette politique de propagande en faveur de l'Allemagne, les journaux adoptent trois attitudes : soit ils se sabordent (*Le Canard enchaîné*, *L'Intransigeant*, *Le Populaire*), soit ils se réfugient en zone libre, essentiellement à Lyon (*Paris-Soir*, *Le Figaro*), soit ils collaborent (*Je suis partout*, *Le Matin*) : ce sont ces journaux qui vont incarner ce que l'historiographie appelle « la presse collaborationniste ».

La moitié des journaux de la presse collaborationniste en zone occupée, c'est-à-dire la zone nord, sont subventionnés par les éditions Le Pont, créées par l'ambassade d'Allemagne, elle-même dirigée par Otto Abetz qui dirige la *Propaganda Staffel*, spécialisée dans la censure.

Les journaux s'insérant dans une visée collaborationniste traitent tous des mêmes thèmes : le bénéfice de la présence germanique sur le territoire, la haine des Juifs, des Anglais et des bolcheviks, ainsi que le redressement d'une « France malade » par le régime de Vichy.

La collaboration de certaines sources d'informations n'a pas commencé en 1940 : dans les années qui précèdent

la guerre, Otto Abetz développe en effet des relations avec *Le Matin*, créé en 1883 et racheté par Maurice Bunau-Varilla. Dans un rapport du diplomate américain Bullitt à son gouvernement, on apprend que de mai à novembre 1938, l'Allemagne aurait « jeté 350 millions en pâture à la presse française. »

Le journal *Gringoire* approuve les accords de Munich, puis la présence des Allemands sur le territoire, ainsi que la révolution nationale de Pétain. *Le Matin* se tourne de son côté vers l'Allemagne. L'édition du 11 novembre 1941 porte le titre : « *Ce qu'Hitler a réussi en huit ans* ». L'ambassade d'Allemagne finance la plupart des

organes de presse sous l'Occupation, comme *Les Nouveaux Temps*, créé par Jean Luchaire, germanophile convaincu, en 1940.

L'institut d'études des questions juives, créé pendant la guerre, publie un « grand illustré de la race » intitulé *Revivre* : le premier numéro paraît en mars 1943.

La presse collaborationniste a ses « figures de proue », comme Alphonse de Châteaubriand, qui fonde *La Gerbe* en juillet 1940, Marcel Déat, chef du Rassemblement national populaire, soutient *L'Œuvre*, Louis-Ferdinand Céline écrit pour *L'Appel*, Jacques Doriot, chef du Parti Populaire Français, soutient *Le Franciste*, l'organe de presse du parti franciste, et fonde *Le Cri du peuple* en octobre 1940.

« *Je suis partout* » qui paraît le 29 novembre 1930, dont Robert Brasillach



Otto Abetz, Ambassadeur du III^e Reich à Paris, 1943. © Roger-Viollet

la Seconde Guerre mondiale

est le rédacteur en chef à partir de 1937, est le titre le plus lu de la presse collaborationniste. En 1932, le journal plébiscite Mussolini, puis soutient la phalange espagnole et la garde de fer roumaine. Marqué par le Front populaire, il appelle plusieurs fois à « fusiller Blum ».

En 1936-1937, *Je suis partout* se rapproche du nazisme, avec la parution de deux numéros spéciaux : « *Le Juif* » en 1938, et « *Les Juifs en France* » en 1939, Brasillach allant jusqu'à déclarer le 25 septembre 1942 : « *Il faut se séparer des juifs en bloc et ne pas garder les petits.* » Les courants du journal vont du nationalisme de Maurras au socialisme populiste d'Edouard Drumont, l'auteur de *La France juive*, qui décrit le juif comme « *mercantile, intrigant, subtil, rusé* », et l'Aryen comme « *enthousiaste, héroïque, chevaleresque, désintéressé, franc, confiant.* » En 1943, Pierre-Antoine Cousteau prend la tête de l'hebdomadaire : à partir de cette période, le quotidien affiche une sympathie de plus en plus marquée pour l'occupant, allant même jusqu'à accueillir les troupes des *Waffen SS* dans ses locaux.

L'Action française, dirigé par Charles Maurras, paraît pour la première fois le 21 mars 1908 et a pour devise « *Tout ce qui est national est nôtre.* » Bien que très hostile à l'Allemagne, l'Action française apporte son sou-

ten aux accords de Munich en 1938. Après la défaite, elle soutient le régime de Vichy en qui elle voit le meilleur garant de l'unité nationale et pourfend les résistants qu'elle qualifie de « dissidents » puis de « terroristes », appelant à une répression sévère à leur rencontre.

La presse collaborationniste et la jeunesse

La jeunesse n'est pas oubliée par la presse collaborationniste : les deux organes principaux sont *O lo lè*, journal breton qui paraît de novembre 1940 à mai 1944, et surtout *Le Téméraire*, qui paraît pour la première fois le 15 janvier 1943, avec en sous titre « *Journal de la jeunesse moderne.* » Les objectifs de cette publication sont variés : en premier lieu, il s'agit de nourrir la haine des « boucs-émissaires », juifs, bolcheviks et anglais, et en second lieu, de former des « jeunes hitlériennes à la française. » Le journal délivre des « bulletins d'information » sur les jeunes hitlériennes. Dans un de ceux-ci, on peut lire : « *Sait-on qu'à l'étranger, en Allemagne, il existe des Écoles de Jeunes Chefs, où l'on s'est donné pour idéal de former de véritables chevaliers ?* »

Face à cette presse collaborationniste, une partie de la population se tourne vers la presse spécialisée (sport, magazines féminins) et la presse clandestine (*Franc-Tireur*, *Combat* ou *Libération*). La presse « du nord » est largement avantagée comparée à celle « du sud » : en juin 1943, elle détient 65% des quantités de papier journal octroyées, et à la fin



Discours de Jean Luchaire à la Mutualité, Paris, avril 1943.

© Roger-Viollet

de l'occupation 75%. Plus de 60% des titres de zone sud disparaissent en 1943, contre seulement 32% des titres de zone nord. Malgré un relatif rétablissement de la circulation entre les zones en mars 1943, les journaux du « sud » passent rarement la ligne de démarcation. De plus, à partir de 1943, les services de la censure allemande s'installent en zone sud.

Le 31 mai 1944, le service des éditions de l'ambassade d'Allemagne contrôle directement *La France socialiste*, *Aujourd'hui*, *Les Nouveaux Temps*, *L'Œuvre*, *Le Matin*, ainsi que quatorze hebdomadaires, dix bimensuels et trois grands illustrés.

Le débarquement allié ne diminue pas l'influence de la presse collaborationniste : d'avril à juin 1944, les tirages de certains titres de cette obédience atteignent leur point culminant. Ainsi, *Je suis partout* vend 220 000 exemplaires le 1^{er} mai 1944 ! La presse collaborationniste disparaît de deux manières : certains journaux choisissent d'arrêter volontairement la publication après le débarquement allié, comme *La Gerbe*, *Le Téméraire*, ou encore *Le Cri du peuple*. D'autres, comme *Le Matin* et *Je suis partout* voient leurs sorts réglementés par la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, qui porte sur le transfert et la dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information. Cette loi dispose de la mise sous scellé des entreprises ayant publié pendant l'Occupation. À la Libération, les journaux collaborationnistes sont fermés, leurs locaux mis sous scellés, et leur matériel saisi. ■

Alizée Raymond et
Marguerite De Lajugie

Grande réunion publique organisée par l'équipe de « *Je suis Partout* » à la salle Wagram, Paris, avril 1943. © Roger-Viollet

INVITATION
Samedi 15 Janvier
à 15 heures

SALLE WAGRAM
Avenue de Wagram, 39
Métro : Étoile, Ternes

GRANDE RÉUNION PUBLIQUE
organisée par l'équipe de

JE SUIS PARTOUT

Nous ne sommes pas des dégonflés

Parleront
P.A. COUSTEAU, CLAUDE JEANTET, ALAIN LAUBREAUX
HENRI LEBRE, CHARLES LESCA, LUCIEN REBATET
RALPH SOUPAULT, PIERRE VILLETTE

ENTRÉE LIBRE SALLE CHAUFFÉE